

Politique des taux d'intérêt

Lorsque le ministre des Finances fait un arrêt à Ottawa en route de Hawaï au Gabon, où il se trouve présentement, paraît-il, il produit autant de substance qu'une machine à brouillard. Bien qu'il soit titulaire de ce portefeuille depuis plus d'un an, il n'a réussi jusqu'ici à produire rien qui ressemble à une politique économique. Même cette excellente institution libérale, le *Star* de Toronto, a dû conclure ce qui suit au sujet du ministre des Finances et de l'état général de l'économie, dans son éditorial du 2 mai:

Bref, notre économie est dans un état pitoyable.

C'est une économie stagnante.

Pendant tout ce temps, le ministre des Finances—l'homme qui a la responsabilité fondamentale de diriger l'économie nationale—n'a cessé de se comporter comme un observateur passif et peu intéressé.

Puis, l'éditorial du *Star* se termine ainsi:

Il est temps que MacEachen se mette à assumer ses responsabilités de façon plus convaincante qu'il me l'a fait jusqu'à maintenant, ou qu'il démissionne tout simplement. A l'heure où notre développement économique est en jeu, le portefeuille des Finances ne saurait être une bonne planche en attendant mieux.

En ce qui concerne cet éditorial, du moins, je suis entièrement d'accord avec le *Star*. Je m'interroge aussi au sujet d'un ministre des Finances qui refuse de façon aussi désinvolte et éhontée de prendre ses responsabilités; je m'interroge au sujet d'un premier ministre qui semble ne s'inquiéter nullement de la conjoncture économique nationale et qui se préoccupe de questions plus nobles que la simple sécurité d'emploi pour les Canadiens, les hypothèques élevées que doivent payer les jeunes qui veulent s'acheter une maison et la survie de la petite entreprise lorsque les taux d'intérêt sont de 20 p. 100 et plus. Je me pose des questions sur la moralité d'un gouvernement de ce genre. En réalité, le gouvernement n'a pas de politique et le ministre des Finances non plus.

Dans la motion qu'il a présentée aujourd'hui, le Nouveau parti démocratique accuse le gouvernement de pratiquer les taux d'intérêt établis par Washington. Dans une certaine mesure, c'est vrai. En fait, d'après les activités ces jours-ci de la Banque du Canada au chapitre des taux d'intérêt, nous ferions mieux de démanteler cette noble institution et de la remplacer par un simple commis. Ce dernier aurait pour tâche de communiquer avec Washington une fois la semaine pour connaître les derniers taux d'intérêt et ensuite en fixer qui conviennent au Canada.

Mais dans la réalité, nous ne suivons pas la politique de Washington à la lettre. En fait, c'est nous qui donnons l'exemple à Washington. D'après les dernières données, les taux d'intérêt du Canada sont les plus élevés de tous les pays industrialisés. Le taux d'escompte de la banque centrale des États-Unis, le 5 mai dernier, était de 14 p. 100. Le 18 mars, celui du Japon était de 6¼ p. 100. Le 2 mai dernier, pour l'Allemagne, il s'établissait à 7½ p. 100. Les dernières données pour la France sont de 9½ p. 100. M^{me} Thatcher du Royaume-Uni, cette misérable créature, a réussi à maintenir à 12 p. 100 le taux d'escompte de la banque centrale de son pays. En Italie, le taux est à 19 p. 100. Au Canada, aujourd'hui, comme nous le savons tous, il est à 19.06 p. 100. Nous avons le douteux mérite de ne pas suivre les États-Unis, ou n'importe quel autre pays quant à cela, mais plutôt de leur donner l'exemple. Nos taux d'intérêt sont les plus élevés de tous les pays du monde occidental.

Exception faite du Canada, chacun de ces pays paie le pétrole brut au cours mondial, de sorte qu'en répétant constamment que nos taux d'intérêt sont élevés en raison d'une

forte inflation, à son tour provoquée par la hausse des prix de l'énergie, le ministre des Finances se trompe absolument. Tous ces pays paient l'énergie au cours mondial. Le Japon importe 100 p. 100 du pétrole et du gaz qu'il consomme et son taux d'escompte est de 6¼ p. 100. Il est tout à fait inacceptable et malhonnête sur le plan intellectuel pour le gouvernement de prétendre qu'il nous faut accepter des taux d'intérêt élevés en raison d'une forte inflation qui, à son tour, est attribuable aux prix élevés de l'énergie. Or, la réalité veut que tous les autres pays du monde occidental aient réussi à régler le problème du prix mondial de l'énergie de façon à maintenir leurs taux d'intérêt à des niveaux inférieurs à ceux pratiqués au Canada. Le seul pays dont la situation est presque aussi mauvaise que celle du Canada à cet égard est l'Italie.

M. Evans: Et les États-Unis.

M. Andre: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) mentionne les États-Unis et, pourtant, le 5 mai, le taux d'escompte de la banque centrale y était de 14 p. 100.

M. Evans: Cela n'a rien à voir et vous le savez. Quel est le taux préférentiel?

M. Andre: Le taux préférentiel est de 18 p. 100 aux États-Unis alors qu'au Canada, il est de 19.06 p. 100. Du moins, c'est ce qu'il était le 5 mai. On peut voir les derniers chiffres dans le numéro de mai du magazine *World Financial Markets*, une publication de Morgan Guaranty. C'est ceux-là que je cite. J'imagine que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances vit dans le même pays de rêve que le ministre, son mentor, et qu'il ne se rend vraiment pas compte de l'état actuel des choses.

● (1600)

Il est on ne peut plus décourageant, monsieur l'Orateur, que le ministre des Finances, qui occupe son poste depuis plus d'un an déjà, n'ait encore rien conçu qui ressemble, même de loin, à une politique économique. En fait, tout ce qu'il consente à faire pour l'instant, c'est de laisser la Banque du Canada continuer à resserrer le crédit. Depuis plusieurs années, cette dernière agit comme si, en contrôlant la masse monétaire, en la maintenant en-deça de certaines limites, on arrive tôt ou tard à ramener le taux d'inflation à un niveau correspondant. La Banque applique ce principe depuis plusieurs années et, pendant tout ce temps, le taux d'inflation n'a fait qu'augmenter. Nous en savons donc déjà assez pour conclure que c'est une mauvaise politique.

Cependant, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas à nous contenter d'une observation empirique. En fait, en examinant cette formule pour ce qu'elle est, on en arrive à se poser beaucoup de questions quant à sa validité. Par exemple, il y a le genre de capitaux que la Banque du Canada contrôle. La Banque a pour politique de maintenir ce qu'on appelle les M 1, c'est-à-dire les dépôts en devises et les dépôts à vue, à l'intérieur de certaines limites, soit habituellement de 5 à 9 p. 100, mais désormais de 4 à 8 p. 100. En fait, monsieur l'Orateur, un débat faisait rage il y a plusieurs années et persiste encore chez nous, aux États-Unis et en Europe, sur la question de savoir si le concept M 1 représente une définition adéquate de la masse monétaire, et en fait beaucoup soutiennent qu'il faudrait plutôt utiliser le concept M 3 qui recouvre la monnaie et tous les dépôts à vue et les dépôts à terme plus les devises étrangères;